

Mme Margot Wallström, Ministre des Affaires étrangères

Déclaration du Gouvernement

à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement,
mercredi 24 février 2016



Déclaration de politique étrangère 2016

Monsieur/Madame le Président, honorables députés, représentants du corps diplomatique, Mesdames et Messieurs,

En ces temps où se mêlent à la fois espoir et désespoir, la politique étrangère de la Suède se doit d'être active, audacieuse et constructive. Dans l'optique d'une coopération et diplomatie élargies, nous devons affirmer et nous appuyer sur les nouvelles avancées historiques de la coopération internationale, tels que l'accord de Paris sur le changement climatique et les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

Cependant, dans un monde marqué par l'agression et la division, nous devons également répondre aux défis. La guerre en Syrie dure depuis cinq ans. Plus de 125 millions de personnes à travers le monde ont besoin d'une aide humanitaire urgente, du fait de la guerre, de la famine et de la pauvreté. Si ces personnes étaient réunies au sein d'un même pays, ce serait le onzième plus grand pays du monde.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés,

Les orientations de la politique de sécurité de la Suède sont maintenues. Notre non-alignement militaire nous sert favorablement et contribue à la stabilité et à la sécurité dans l'Europe du nord. Ceci implique une politique étrangère et de sécurité active, large et responsable, conjuguée à une capacité de défense nationale crédible.

C'est en collaborant et interagissant avec d'autres pays et organisations que nous préviendrons au mieux les menaces qui pèsent sur la paix et notre sécurité. La politique étrangère et de sécurité suédoise repose sur la cohésion au sein de l'Union européenne et sur une coopération accrue sur une multitude de fronts : dans les pays nordiques et la région de la mer Baltique, avec la Finlande, au sein des Nations Unies et de l'OSCE, avec l'OTAN et par un lien transatlantique renforcé. Le dialogue et les mesures de confiance sont des instruments majeurs en faveur de la stabilité et de la réduction des tensions.

La Suède ne restera pas passive en cas de catastrophe ou d'agression touchant un autre pays membre de l'Union européenne ou un pays nordique. Nous attendons la même chose de ces pays si la Suède était affectée. Pour cette raison, notre pays doit pouvoir à la fois fournir et recevoir l'aide civile comme militaire.

L'accord conclu l'année dernière en matière de politique de défense est crucial. Il illustre le large soutien politique pour le besoin de renforcer notre capacité nationale de défense.

L'enjeu majeur de notre temps – le dérèglement climatique – constitue une menace sécuritaire mondiale. Il entraîne la guerre, les conflits et la pauvreté. La Suède assumera pleinement les engagements pris dans l'accord mondial sur le climat, visant l'objectif d'un maintien de la température mondiale bien en deçà de 2 degrés Celsius, en s'efforçant à le limiter à 1,5 degré.

Nous adaptons l'action du ministère des affaires étrangères à une vision élargie de la sécurité. Le terrorisme, le climat, les migrations, les pandémies et la traite des êtres humains, constituent des défis en matière de politique étrangère et de sécurité. Les questions migratoires demanderont des efforts particulièrement importants à long terme comme à court terme. Le ministère des affaires étrangères mettra l'accent sur les efforts en matière de sécurité européenne, le travail au sein des

Nations Unies et les questions internationales. Nous renforçons également notre organisation à l'étranger en ouvrant un consulat général à New York ainsi que des ambassades sur trois continents. Le gouvernement travaille sur une stratégie nationale de sécurité.

L'état du monde appelle une politique étrangère féministe, qui vise à renforcer les droits des femmes, leur représentation et leur accès aux ressources. En 2015, la Suède a contribué à ce que l'Union européenne désigne un conseiller de haut niveau à l'égalité des genres, ainsi qu'à l'élaboration d'un réseau de médiateurs femmes. Nous poursuivons notre action selon notre plan d'action afin d'impliquer les femmes dans les processus de paix. En œuvrant à la participation des femmes aux pourparlers de paix en Syrie nous pouvons contribuer à une société plus durable.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés,

L'Union européenne est l'enceinte majeure de politique étrangère de la Suède. Cette année, sera établie une nouvelle stratégie mondiale pour l'action européenne en matière de politique étrangère. La Suède, qui en a été l'initiatrice, s'engage pleinement dans ce travail. Le renforcement de la capacité externe de gestion des crises de l'Union européenne en constitue un volet important.

Le gouvernement continue d'apporter son soutien pour la paix, la démocratie et le développement économique dans le voisinage de l'Europe. L'ordre européen en matière de sécurité doit être protégé.

L'annexion illégale de la Crimée par la Russie et la présence militaire dans l'est de l'Ukraine constituent une violation flagrante du droit international. Il s'agit de la plus grande menace contre l'ordre européen en matière de sécurité depuis la fin de la guerre froide. Les sanctions contre la Russie doivent être maintenues tant que l'accord de Minsk ne sera pas appliqué. L'Ukraine doit pouvoir à nouveau contrôler ses frontières reconnues par la communauté internationale. Il est important de contribuer à une Ukraine forte, démocratique et stable. La Suède apporte son soutien au travail de réforme du gouvernement ukrainien par la voie bilatérale ainsi que par le biais de l'Union européenne.

Une coopération efficace au sein de l'Union européenne est une condition préalable pour assurer la paix et la prospérité. Nous avons besoin d'une Union européenne renforcée qui puisse continuer d'être la garante de nos valeurs et principes communs fondamentaux, notamment dans le voisinage de l'Europe. Il faut lutter contre les divisions internes. Il est crucial que le Royaume-Uni reste au sein de l'Union. L'accord entre les chefs d'États et de gouvernements en ouvre la voie. Le gouvernement œuvre en faveur d'une Europe sociale où la croissance, un niveau de vie élevé et des conditions décentes de travail se complètent.

L'Union européenne a besoin d'un nouveau régime de migration basé sur la responsabilité solidaire et des engagements internationaux, qui puissent protéger le droit d'asile. Ceci n'est possible que si l'ensemble des 28 États membres prennent leur responsabilité et si la coopération est améliorée. Avec 60 millions de personnes déplacées, nous ne pouvons avoir une situation où certains pays achètent des couvertures alors que d'autres investissent dans les fils de fer barbelés. Notre politique européenne et politique étrangère a un rôle majeur à jouer pour résoudre ces questions épineuses.

La Suède continuera à défendre la paix et la liberté en Europe, tout comme nous l'avons fait après les attaques terroristes à Paris cet automne. Nous avons été parmi les premiers à répondre à la demande de la France et le soutien suédois a été l'un des plus importants. La France a salué la contribution de la Suède.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés

Le gouvernement se félicite des efforts déployés par les Nations Unies en vue d'obtenir un accord sur la question chypriote. Une solution renforcerait l'autorité des Nations Unies et la capacité de l'Union européenne à gérer les défis dans son voisinage immédiat. La Suède a pris une initiative unique en faveur de la coopération entre les chefs religieux chypriotes, qui jouent un rôle majeur dans le processus de réconciliation.

La Suède joue un rôle moteur dans le partenariat oriental de l'Union européenne. Une politique de voisinage et d'élargissement forte demeure l'un des outils les plus stratégiques de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la prospérité. C'est en laissant la porte à l'adhésion à l'Union européenne ouverte que nous pouvons encourager des processus de réforme majeurs, notamment dans les Balkans occidentaux et en Turquie.

L'escalade de la violence et la situation des droits de l'homme en Turquie sont préoccupantes. Les affrontements entre le gouvernement turc et le PKK se sont intensifiés. Les civils, notamment les kurdes, sont durement touchés par la violence et le couvre-feu. L'escalade de la violence est un frein à la paix et au développement en Turquie mais également dans toute la région. La Suède mène un dialogue à la fois avec le gouvernement et avec l'opposition dans le pays. Il est essentiel que la Turquie et l'Union européenne puissent faire preuve d'avancées dans la mise en œuvre du plan d'action commun en matière de migrations.

La souffrance inimaginable qui sévit en Syrie est une catastrophe et constitue une menace sérieuse pour la sécurité de la région toute entière. La moitié de la population syrienne est déplacée à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Les bombardements du régime d'Assad, tout comme ceux de la Russie, contre l'opposition sont inacceptables et constituent une menace au fragile processus de paix. Ils doivent cesser. Toutes les parties doivent maintenant accepter l'accord sur le cessez-le-feu qui a été conclu. Nous œuvrons, par le biais de la nouvelle stratégie suédoise pour la crise syrienne qui s'élève à 1,7 milliard de couronnes suédoises, pour que les populations en Syrie et dans les pays voisins puissent subvenir à leurs besoins et avoir accès à l'éducation. Nous renforçons également notre aide humanitaire au pays.

Nous faisons partie du noyau de la coalition contre Daesh et contribuons avec une force armée suédoise à la formation des forces de sécurité en Irak, particulièrement les forces peshmerga kurdes. Au sein de l'Union européenne, la Suède œuvre pour une mission de stabilisation de long terme en Irak. Nous soutenons la reconstruction du pays, notamment en apportant notre soutien aux zones libérées de Daesh.

La peur et le désespoir progressent au Moyen-Orient. Nous devons donner de l'espoir aux jeunes en Israël et en Palestine. La reconnaissance de la Palestine par la Suède a pour objectif de donner une impulsion vers une solution permettant la coexistence de deux États. De nouveaux efforts sur le plan international sont nécessaires. La Suède se réjouit de l'initiative française d'organiser une conférence de paix internationale. L'objectif est qu'Israël et la Palestine puissent vivre dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières fixées d'un commun accord.

Monsieur/Madame le Président, honorables députés

En Afrique du nord, le gouvernement apporte un soutien accru au processus des Nations Unies sur le Sahara occidental. L'objectif est de trouver une solution au conflit juste et mutuellement acceptée qui satisfasse le droit des Sahraouis à l'auto-détermination.

La Suède continuera de soutenir et d'attirer l'attention sur les forces démocratiques dans la région. Nous ouvrons une ambassade à Tunis au mois de juin.

Les liens qu'entretient la Suède avec les pays en Afrique sont historiquement forts. Aujourd'hui ils se renforcent davantage en collaborant sur le plan économique, éducatif et culturel. La coopération entre les entreprises suédoises et les économies émergentes de ce continent augmente.

L'Union africaine prend une responsabilité grandissante pour la paix et la sécurité. La Suède soutient ce développement à la fois sur le plan politique et financier. L'engagement suédois pour la sécurité et le développement met l'accent sur la corne de l'Afrique, le Libéria, le Mali et la région des Grands Lacs. La contribution des forces suédoises à la mission des Nations Unies au Mali est appréciée.

La poursuite d'un développement économique fort et dynamique en Asie offre de nombreuses opportunités. Le gouvernement approfondit sa coopération avec l'Inde, la plus grande démocratie du monde. Nous ouvrons une ambassade aux Philippines. Les contacts entre la Chine et la Suède se multiplient. Le rôle de la Chine sur la scène internationale est de plus en plus important, et par là même sa responsabilité. Le gouvernement poursuit son dialogue franc avec la Chine sur les droits de l'homme.

La Suède maintient son engagement civil et militaire en Afghanistan. Le gouvernement renforce également la coopération avec l'Afghanistan sur les questions migratoires.

Les États-Unis sont un partenaire majeur de la Suède avec lequel nous continuons de renforcer et d'approfondir notre large coopération.

Nous offrons une aide conséquente aux pays en développement pour l'adaptation à un climat plus extrême et des technologies durables. Nous renforçons les relations avec les États des Caraïbes, qui, à l'instar des autres petits États insulaires sont particulièrement vulnérables face au dérèglement climatique. Dans le courant de l'année, le gouvernement adoptera une stratégie de coopération pour l'Asie qui inclura les pays du Pacifique, avec un accent particulier sur le dérèglement climatique.

Outre le partenariat stratégique avec le Brésil, les relations se renforcent avec une multitude de pays d'Amérique latine, tels que le Chili, la Colombie et le Pérou, où nous ouvrons maintenant une ambassade. Un plan d'action pour notre collaboration avec l'Amérique latine est en cours d'élaboration.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés

La longue expérience de la Suède en matière de paix, d'égalité des genres et de solidarité internationale a attisé la curiosité vis-à-vis de notre pays et de nos valeurs. Le modèle suédois suscite l'intérêt à travers le monde entier.

Une image forte de la Suède qui véhicule notre culture et nos valeurs sert nos relations de longue date avec les autres pays. La promotion de l'exportation, de l'importation et des investissements en Suède en étroite collaboration avec les entreprises, fait partie intégrale de la politique étrangère et constitue la responsabilité du gouvernement tout entier.

La stratégie d'exportation du gouvernement contribue à renforcer le potentiel des entreprises sur le marché international et à accroître le nombre d'entreprises exportatrices. Ceci contribue à la création d'emplois suédois. Deux tiers du commerce extérieur de la Suède se fait avec des pays de l'Union européenne. C'est pourquoi il est crucial que l'Union européenne abrite un marché intérieur efficace.

Les échanges économiques de la Suède avec le reste du monde et la longue tradition de libre-échange ont contribué à notre prospérité. Le libre-échange entre les pays constitue un socle durable pour la paix et la démocratie. C'est la raison pour laquelle nous nous opposons aux tendances protectionnistes au sein de l'Union européenne et des autres pays du G-20, particulièrement les mesures qui affectent les pays en développement.

La Suède œuvre pour aboutir à un accord politique cette année aux négociations de l'accord de libre-échange PTCI entre l'Union européenne et les États-Unis. Un accord aura un impact majeur pour la croissance et l'emploi et renforcera les liens transatlantiques. L'accord doit être conclu dans le respect des personnes et de l'environnement.

La Suède doit être un modèle pour un commerce libre et équitable. L'entrepreneuriat durable en fait partie.

En ces temps difficiles, nous avons réussi, comme peu de pays dans le monde, à maintenir une aide au développement généreuse et de qualité. L'objectif de un pourcent est atteint et est maintenu. Dans le courant de l'année, le gouvernement soumettra au parlement un nouveau cadre politique pour la coopération suédoise au développement.

Notre coopération au développement reflète la conviction de la Suède qui est que nous devons partager la prospérité du monde. En vue du sommet humanitaire mondial qui se tiendra à Istanbul en mai, nous œuvrons pour un système humanitaire renforcé, en mettant l'accent sur les droits et l'influence des femmes. Je suis membre du panel de haut niveau de Ban Ki-Moon pour le financement humanitaire, qui a présenté une proposition innovatrice sur la manière de répondre aux besoins humanitaires mondiaux.

Monsieur/Madame le Président, honorables députés,

Une époque où pèsent des menaces mondiales appelle une coopération mondiale. Les dirigeants du monde ont conclu un accord, l'année dernière, sur l'Agenda 2030 et ses objectifs mondiaux de développement ainsi qu'un nouvel accord sur le climat. Les Nations Unies avancent sur un terrain particulièrement difficile mais des progrès sont accomplis. Les Nations Unies constituent la plate-forme mondiale la plus importante pour la paix et la sécurité.

La Suède est un membre actif des Nations Unies et un ami critique. Notre engagement, qui permet de changer les choses, est sollicité.

La Suède œuvre en faveur d'une cohésion plus forte entre développement et paix, un accent accru sur la prévention des conflits et un rôle renforcé des femmes dans les processus de paix. Le gouvernement mise également, à long terme, sur la médiation.

C'est sur cette base que la Suède présente maintenant sa candidature au Conseil de sécurité. Nous apportons notre connaissance, notamment en matière de voisinage. Le Conseil de sécurité doit prendre une responsabilité accrue pour la paix et la sécurité. Nous voulons préserver le droit international et restreindre l'utilisation du veto. Le Conseil demande à être réformé et à mieux refléter le monde d'aujourd'hui.

Nous constatons avec inquiétude le maintien de l'arsenal nucléaire mondial actuel et le développement de nouvelles armes. L'essai nucléaire effectué par la Corée du nord cette année souligne la nécessité d'œuvrer pour le désarmement international et la non-prolifération.

L'accord sur le nucléaire avec l'Iran montre d'un autre côté qu'il est possible de progresser en matière de non-prolifération.

La Suède travaille au sein des Nations Unies, l'organisation internationale du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et autres coopérations multilatérales telle que l'initiative humanitaire. Le gouvernement a notamment participé au travail de préparation du Sommet sur la sécurité nucléaire qui se tiendra à Washington ce printemps sur le renforcement de l'engagement contre le terrorisme nucléaire.

Le gouvernement nommera un ambassadeur spécial chargé du désarmement international.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés,

Le respect du droit international est fondamental. La charte des Nations Unies affirme le principe de l'intégrité territoriale. Les génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et autres actes graves de violence et violations doivent être prévenus et punis.

Les journalistes sont devenus des cibles dans les conflits armés à travers le monde. L'année dernière, plus de cent journalistes ont été tués et un trop grand nombre d'entre eux sont emprisonnés. Cette année, qui marquera la célébration des 250 ans de la loi suédoise sur la liberté

de la presse, nous apportons notre soutien aux journalistes détenus et aux défenseurs des droits de l'homme et œuvrons en faveur de médias libres et d'une société civile forte.

Les conditions de travail constituent aujourd'hui une question européenne et mondiale. Le Premier ministre a lancé l'initiative internationale Global Deal en collaboration notamment avec l'OIT et l'OCDE pour un renforcement du dialogue entre employeur et employé afin de créer de meilleurs emplois, plus d'égalité et une productivité accrue.

Il est de notre responsabilité commune de préserver le droit de chacun d'être protégé contre les discriminations. Cela inclut la lutte contre le racisme et des actions contre notamment l'islamophobie, l'afrophobie et le racisme à l'égard des Tsiganes. La Suède est une voix mondiale pour la santé et les droits sexuels et génésiques ainsi que pour les droits de chaque individu, quelle que soit son orientation ou identité sexuelle.

Les droits de l'homme, la démocratie et les principes de l'État de droit étant fondamentaux, le gouvernement va déposer une communication au Parlement à ce sujet et nommer un ambassadeur spécial chargé des droits de l'homme.

Les services diplomatiques ont toujours pour priorité d'apporter leur aide aux Suédois se trouvant dans des situations d'urgence et de crise à l'étranger. Nous traitons les dossiers consulaires 24 heures sur 24 et tous les jours de l'année.

* * *

Monsieur/Madame le Président, honorables députés, Mesdames et Messieurs,

La Charte des Nations Unies stipule que c'est "nous – peuples des Nations Unies" – qui allons préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Cela signifie que c'est notre responsabilité à tous. Nous, gouvernement de la Suède. Les diplomates dans l'auditoire, les membres du parlement préparant leur intervention. Vous, qui écoutez à la radio.

C'est aussi "nous – peuples des Nations Unies" – qui devons affirmer notre croyance dans les droits de l'homme.

Le temps presse.

Cependant, les progrès mondiaux accomplis parallèlement aux fléaux de la guerre nous rappellent la force qui naît des efforts communs.

Le gouvernement continuera d'endosser sa responsabilité dans le maintien de la paix et la sécurité internationales – dans le consensus politique et avec un ancrage populaire.